

Arrêté préfectoral N° 25-2024-12-24-00003 du **24 DEC. 2024**  
portant modification de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2023 autorisation le  
renouvellement de l'exploitation du parc éolien du Pays de Montbéliard sur le territoire de la  
commune de Vyt-lès-Belvoir.

Le Préfet du Doubs  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'environnement et notamment les titres 1<sup>ers</sup> des parties V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement, et plus particulièrement ses articles R.181-45 et R.181-46 ;

**VU** le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon – Madame VALLEIX Nathalie ;

**VU** le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté du 11 juillet 2023 modifiant l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

**VU** l'arrêté préfectoral portant permis de construire n°2005-22-02-00707 en date du 22 février 2005 autorisant la construction et l'exploitation de 4 éoliennes numérotées E01 et E04 sur la commune de Vyt-lès-Belvoir ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant permis de construire n°2005-22-02-00708 en date du 22 février 2005 autorisant notamment la construction et l'exploitation de 1 éolienne numérotée E05 sur la commune de Valonne ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 25-2017-08-21-001 du 21 août 2017 actant le changement d'exploitant au profit de la société CEPE de Montbéliard pour les éoliennes E01 à E05, le bénéficie des droits acquis, la mise à jour des garanties financières et la mise en place de mesures spécifiques pour la protection des chiroptères et de l'avifaune ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°25-2023-12-07-00007 du 7 décembre 2023 prescrivant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter du parc éolien du Pays de Montbéliard sur le territoire e la commune de Vyt-lès-Belvoir ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°25-2024-03-07-00008 du 7 mars 2024 portant modification de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2023 pour le parc éolien du Pays de Montbéliard sur le territoire e la commune de Vyt-lès-Belvoir ;

**VU** l'arrêté n° 25-2024-03-25-00001 du 25 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

**VU** la lettre préfectorale du 18 avril 2024 actant le déplacement du poste de livraison SDL5 du parc éolien du Pays de Montbéliard sur le territoire e la commune de Vyt-lès-Belvoir ;

**VU** la demande présentée le 14 novembre 2024 par la société CEPE de Montbéliard dont le siège social se situe 16 Boulevard Montmartre, 75009 PARIS, en vue de modifier son installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur la commune e Vyt-lès-Belvoir ;

**VU** l'avis de l'ARS transmis par courriel du 26/09/2024 ;

**VU** l'avis de la DDT transmis par courriel du 16/12/2024, complété le 18/12/2024 ;

**VU** l'avis de l'ONF transmis par courrier du 13/12/2024 ;

**VU** l'avis du service biodiversité de la DREAL transmis par courriel du 04/12/2024 ;

**VU** le rapport du 19/12/2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 19 décembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

**VU** les observations du demandeur transmises par courriel du 19 décembre 2024 sur le projet d'arrêté modifié ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°25- 2023-12-17-00007 du 7 décembre 2023 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications envisagées par la société CEPE de Montbéliard portent sur :

- L'élargissement de la route d'accès principale au parc de 3/3,8 m à 4,5 m sur une longueur de 1,7 km : terrassements, reprises ponctuelles de talus aux abords, défrichements ponctuels pour une surface estimée à 0,0675 ha.
- Le décalage de l'accès entre E2 et E3 de 6 m sur une longueur de 180m.
- La création d'une aire temporaire de retournement de 1430 m<sup>2</sup> entre E2 et E3 avec déboisement complémentaire sur une surface d'environ 450 m<sup>2</sup>.
- La création d'une aire temporaire de retournement de 370 m<sup>2</sup> entre E1 et E2.
- La création d'une aire temporaire de 1300 m<sup>2</sup> pour la base vie chantier.
- La création d'une rampe d'accès à la plateforme E5 sur une surface de 950 m<sup>2</sup>.
- Le changement de l'ordre des étapes de travaux de démantèlement.
- La demande de possibilité de sablage des réseaux de câbles enfouis.

**CONSIDÉRANT** que la création de la plateforme d'accès à la plateforme E5 s'inscrit pour partie dans l'enveloppe de l'autorisation de défrichement initiale avec toutefois un ajout de 0,077 ha de surfaces à défricher qui doit donc s'ajouter aux surfaces à défricher et à compenser ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ces modifications n'engendrent pas de modification des conclusions de l'étude de dangers ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications envisagées n'entraînent pas de danger ou inconvénient significatif pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

**CONSIDÉRANT** que certaines des modifications sollicitées doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Doubs ;

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1. - Protection des captages d'alimentation en eau potable**

La prescription figurant à l'article 2.4.4.2. de l'arrêté préfectoral n° 25-2023-12-17-00007 du 7 décembre 2023 susvisé est remplacée par la suivante :

L'exploitant constituera des zones de filtration temporaires au niveau des points bas des secteurs en chantier afin de limiter l'infiltration de particules fines dans le système souterrain et donc de limiter d'autant le risque de turbidité générale au niveau des sources.

Concernant les risques de déversement d'hydrocarbures, l'ensemble des préconisations d'évitement et de gestion décrites dans le guide ANSES susvisé seront mises en place et notamment :

- positionnement de la base de vie à l'écart des périmètres de protection de captages ainsi que des zones à enjeux écologiques,
- utilisation d'engins de chantier récents et contrôlés réduisant la probabilité de pertes d'huiles ou hydrocarbures,
- limitation de l'usage de produits polluants au strict nécessaire, en l'absence de solutions alternatives,
- interdiction de stockage d'hydrocarbures au sein des périmètres de protection de captages ; des aires étanches, cuves à double paroi ou des containers équipés de rétention interne seront mis en place pour assurer le stockage et la manipulation des volumes de produits polluants,
- interdiction du ravitaillement des engins mobiles au sein des périmètres de protection de captages ; pour les engins peu mobiles, le ravitaillement sera réalisé sur des dispositifs de rétentions et/ou des zones imperméabilisées dédiés à cet effet,
- interdiction des opérations de lavage et d'entretien des engins de chantier au sein des périmètres de protection des captages d'eau potable,
- mise à disposition du personnel de chantier de kits anti - pollution d'urgence (poudre absorbante, des feuilles absorbantes, des boudins, des essuyeurs, des gants et des sacs de récupération...) permettant d'absorber d'éventuelles fuites accidentelles d'hydrocarbures ; ces produits une fois usagés constituent des déchets (chiffons, produits absorbants) et sont stockés séparément comme déchets dangereux jusqu'à évacuation et traitement par une entreprise spécialisée,
- utilisation de groupes électrogènes à rétention interne,
- installation sur la base de vie de toilettes chimiques ou sèches entretenues et vidangées régulièrement par une entreprise spécialisée.

Un plan d'information et de gestion environnementale incluant la gestion des pollutions accidentelles éventuelles sera mis en œuvre (avec une vigilance particulière pour les secteurs de travaux situés en périmètre de protection de captage).

Durant la réalisation des fondations, les mesures suivantes seront mises en œuvre afin de limiter le risque d'infiltration de béton vers la nappe :

- Le fond de fouille sera protégé par des bâches en polymères et/ou une dalle de propreté ;
- Les toupies de béton seront nettoyées sur des aires prévues à cet effet situées en dehors des périmètres de protection de captage ;
- En cas de rencontre d'un drain karstique, il pourra être simplement obturé superficiellement s'il ne remet pas en cause la stabilité de la structure. En cas de développement important du ou des vides karstiques rencontrés, un diagnostic spécifique sera effectué et porté à connaissance de l'autorité sanitaire si la zone de travaux est implantée dans une zone de protection des captages d'eau potable.

Le ravitaillement des véhicules s'effectue uniquement sur les plates-formes de stationnement susmentionnées, et au moyen de systèmes permettant la prévention des risques de pollution de l'environnement, notamment des pompes équipées d'un pistolet anti-débordement et des bacs de récupération des fuites. Les carburants et produits d'entretien sont stockés de manière à prévenir les risques de fuite dans l'environnement (rétention, cuve double paroi, ...).

Les entreprises qui interviennent sur le chantier justifient d'un entretien régulier des engins de chantier.

Le nettoyage et l'entretien des engins de chantier sont réalisés hors du site du chantier et dans des structures adaptées.

Un petit bassin de nettoyage peut être réalisé à proximité du chantier uniquement pour nettoyer les goulottes des toupies béton. Un géotextile, déposé au fond de ce bassin, permet alors de filtrer l'eau de nettoyage et de retenir les particules de béton. Outre ce rejet après filtration par le géotextile, aucun rejet d'eau de lavage n'est autorisé dans le milieu naturel.

## **ARTICLE 2. - Démantèlement du parc existant**

La prescription figurant à l'article 2.11. de l'arrêté préfectoral n° 25-2023-12-17-00007 du 7 décembre 2023 susvisé est remplacée par la suivante :

Les travaux de renouvellement du parc éolien sont réalisés selon la chronologie suivante :

- Étape 1 : Réalisation des travaux d'infrastructures destinés aux nouvelles éoliennes (coupes d'arbres, pistes, plateformes, fondations, réseaux électriques)
- Étape 2 : Arrêt et démantèlement des 5 anciennes éoliennes et des postes de livraison, mises en stock sur ou à proximité du site.
- Étape 3 : Remise en état des voiries de l'ancien parc, livraison des nouvelles éoliennes, montage, essais et mise en service industrielle.
- Étape 4 : Démantèlement des fondations des 5 anciennes éoliennes et remise en état des plateformes de E02 et E03.



- Étape 5 : Évacuation des anciennes éoliennes et fourniture des attestations de démantèlement et de remise en état à l'inspection des installations classées.

Les garanties financières de l'ancien parc sont maintenues jusqu'à la remise en état complète de celui-ci et la délivrance des attestations de démantèlement et de remise en état à l'inspection des installations classées.

L'ancien parc éolien devra faire l'objet de la procédure de cessation d'activité des sites à autorisation prévue aux articles R.512-39 et suivants du code de l'environnement.

L'ancien parc est entièrement démantelé, selon la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent). Le montage des nouvelles éoliennes est soumis au démontage des anciennes éoliennes.

La remise en état de l'ancien parc comprend :

- le démantèlement des éoliennes, leurs fondations, les postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour de ces installations ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle et leur remplacement par ces terres de caractéristiques comparables à celles en place à proximité de l'installation ;

Concernant les aires de grutage actuelles :

- la plateforme de l'éolienne E04 est réutilisée (au moins partiellement) dans le cadre du parc renouvelé ;
- la plateforme de l'éolienne E01 est mise à disposition de la gestion forestière en tant qu'aire de stockage ou aire de retournement ;
- la plateforme de l'éolienne E05 est dotée d'une zone d'accueil du public pour conserver une ouverture sur le paysage ;
- la plateforme de l'éolienne E03 est remise en état : décaissement de 40cm et remplacement par des terres de caractéristiques comparables ;
- la plateforme de l'éolienne E02 est reboisée ;

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des modalités de démantèlement et des conditions d'évacuation des déchets.

### **ARTICLE 3. - Nature de l'autorisation de défrichement**

La prescription figurant à l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral n° 25-2023-12-17-00007 du 7 décembre 2023 susvisé est remplacée par la suivante :

Le bénéficiaire désigné à l'article 1.2 du présent arrêté est autorisé à défricher pour une superficie totale de 0,835 ha sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieux-dits	Aménagement concerné	Section	Parcelle	Surface de la parcelle en ha	Surface à défricher* en ha
VYT-LES-BELVOIR	La côte du Lomont	Accès	A	34	4,1680	0,0340
VYT-LES-BELVOIR		Aire de grutage et fondations E3	A	65	4,1180	0,1310
VYT-LES-BELVOIR		Accès	A	59	4,5450	0,0100
VYT-LES-BELVOIR	Sur le Lomont	Plateforme E3 et accès	A	50	18,8197	0,1600
VYT-LES-BELVOIR		Plateforme E4	A	548	0,2402	0,0220
VYT-LES-BELVOIR		Plateforme E4, E5 et accès	A	549	6,9709	0,478
		TOTAL				0,835

\* Les surlargeurs résultant du projet, générées par les exigences techniques à respecter pour le transport des composants éoliens (talus en déblais, remblais, rayons de giration importants), doivent faire l'objet d'un relevé en fin de travaux. Ce relevé des emprises permettra, le cas échéant, de régulariser la surface défrichée et donc la compensation.

#### Période d'intervention

Les travaux de coupe, débroussaillage, déboisement, défrichement et décapage doivent être réalisés hors des périodes de reproduction des espèces animales (mars à fin août), soit entre le 1er septembre de l'année « n » et le 1er mars de l'année « n+1 ».

La validité de la présente autorisation de défrichement peut être prorogée sur décision de l'autorité administrative qui l'a autorisée, en cas d'impossibilité matérielle d'exécuter les travaux de défrichement, établie par tous moyens par le bénéficiaire de l'autorisation, de la durée de la période pendant laquelle cette exécution est impossible.

#### **ARTICLE 4. - Les mesures de compensation et d'accompagnement**

La prescription figurant à l'article 4.2. de l'arrêté préfectoral n° 25-2023-12-17-00007 du 7 décembre 2023 susvisé est remplacée par la suivante :

Conformément aux articles L.341-6 et L.341-9 du code forestier, l'autorisation de défrichement, délivrée à l'article 1.1 du présent arrêté, est subordonnée au titre de la compensation défrichement par les conditions suivantes :

- le reboisement de tout ou partie des plateformes d'éoliennes du parc actuel (E2 et E3);
- des travaux d'amélioration sylvicoles menés dans la forêt communale de Vyt-Les-Belvoir;
- le versement au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois (dans le cas où les travaux envisagés ci-dessus ne couvriraient pas l'intégralité de la compensation)

Surface à compenser : 0,835 ha (surface défrichée en ha) x 1 (coefficient multiplicateur) = 0,835ha.

Calcul du montant maximal de la compensation financière sans reboisement =

0,835 ha (surface défrichée en ha) x 1 (coefficient multiplicateur) x (1 000 € + 2 000 € )(coût moyen de mise à disposition du foncier en €/ha + coût moyen d'un boisement en €/ha) = 2505€.

Dans les trois cas, les modalités sont convenues avec la Direction Départementale des Territoires du Doubs. Les travaux sylvicoles seront à réaliser au plus tard dans un délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté d'autorisation initiale soit avant le 22/12/2026 soit

#### **ARTICLE 3 - Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'à la Cour Administrative d'Appel de Nancy :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.



Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

La Cour Administrative d'Appel peut être saisie d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 4 - Publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société SAS CEPE DE MONTBÉLIARD.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de 4 mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Vyt-lès-Belvoir dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

#### **ARTICLE 5 - Exécution**

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, le maire de la commune de Vyt-lès-Belvoir, ainsi que le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- La direction départementale des territoires du Doubs ;
- L'agence régionale de santé Nord-Franche-Comté.

Fait à Besançon, le

24 DEC. 2024

Le Préfet,

Par délégation,  
La Secrétaire Générale,

  
Nathalie VALLEIX